



# La Mensuelle Eco - N°40 - Octobre 2016

YT-MAHM 25/10/2016

## L'essentiel

Il faudra donc être très patient. Aucune franche accélération de l'économie mondiale n'est prévue en 2017, ni même en 2018 pour les conjoncturistes les plus aventureux. Les grandes zones de l'économie mondiale vont ainsi continuer à pratiquer un jeu à somme (quasi) nulle, avec pour favoris la Chine, l'Inde et les Etats-Unis. Des outsiders sérieux apparaîtront selon l'évolution future des cours des matières premières.

La zone Euro, comme la France, parviennent de leur côté essentiellement à résister, le PIB progressant de manière assez languissante en raison de l'absence de moteurs contributifs puissants. Phénomène ayant démarré avant la crise, le tassement de l'investissement productif traditionnel, c'est-à-dire de l'extension des capacités de production, semble empêcher une véritable reprise par son effet multiplicateur.

Deux grandes explications sont avancées :

- Le développement ultra rapide des technologies, qui motive une stratégie entrepreneuriale davantage axée sur la R&D et les liquidités nécessaires,
- La tertiarisation de l'économie, avec un poids croissant des services par nature moins gourmands en intensité capitalistique car d'abord fondé sur l'organisation et la productivité du travail.

L'imbrication mutuelle grandissante des secteurs de l'industrie et des services, et le contexte associé, demande nécessairement une nouvelle vision de la génération et de la répartition des valeurs, des emplois et, donc, des investissements.

L'Occitanie possède intrinsèquement les arguments de réussite d'un tel rééquilibrage, organisés autour de deux moteurs territoriaux équilibrés et complémentaires. Le dynamisme de l'emploi salarié ces derniers mois, très supérieur à la moyenne nationale, en atteste.

## Les chiffres du mois

**+ 6.7%**

La croissance du PIB chinois au 2<sup>ème</sup> trimestre en rythme annualisé

**500 milliards**

L'objectif d'échanges commerciaux intra BRICS en 2020

**51.41 \$**

Le prix du baril de pétrole Brent le 25 octobre, vs 30.8\$ le 12 janvier

**+ 1.7%**

La prévision de croissance 2016 dans la zone Euro

**3 sur 4**

Le nombre d'emplois concentrés dans les services et l'industrie en Haute-Garonne

**+ 1.8%**

La progression sur un an de l'emploi salarié en Occitanie au 1<sup>er</sup> trimestre, contre +1.0% au plan national

**+ 11 points**

Sur un an, le réchauffement du climat de confiance selon les chefs d'entreprises en Haute-Garonne

## 1/ La situation économique mondiale

### Faible croissance en vue

Sources : AssetFI, XERFI, DEE BNP-Paribas, EEG Crédit Agricole, INSEE

Un consensus s'est dégagé quant à la croissance économique mondiale en 2017, laquelle devrait se situer entre +3% et +3,5%, progression similaire à celle attendue en 2016 (autour de +3%). La légère progression se répartirait de manière homogène entre les pays avancés et les zones émergentes.

La situation de ces dernières s'est d'ailleurs améliorée depuis le début de l'année. En **Chine**, les craintes de déflation s'amenuisent avec la hausse des prix constatée suite à une demande domestique soutenue, notamment dans l'automobile et l'immobilier résidentiel. Le PIB a accéléré au 2<sup>ème</sup> trimestre (+6,7% en rythme annualisé) et le taux d'épargne a diminué grâce au regain de confiance des ménages.

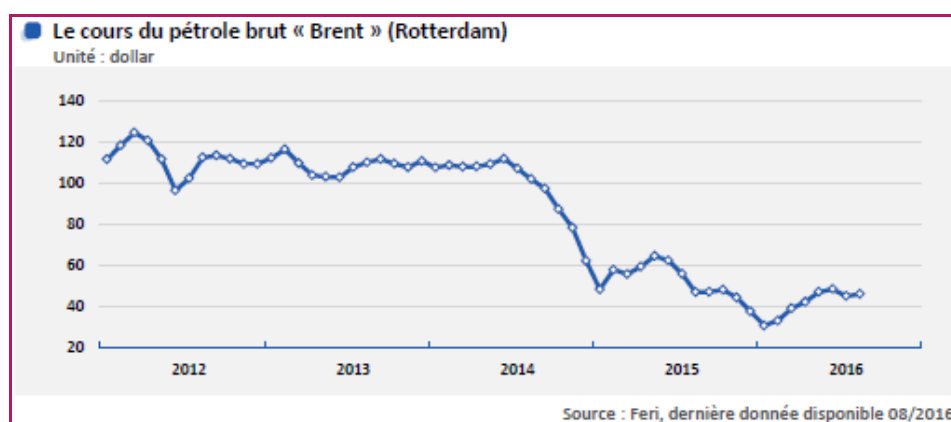
La hausse du cours des matières premières favorise l'installation d'un climat de rémission économique au **Brésil** et en **Russie**. Les deux pays sortiraient de la récession l'an prochain, la question russe étant toutefois soumise à l'aléa géostratégique provoqué par le conflit syrien. Aux côtés d'une économie indienne toujours aussi dynamique et d'une Afrique du Sud venant de frôler la récession, les **BRICS** ont annoncé leur souhait d'augmenter leurs échanges commerciaux mutuels, l'objectif étant un doublement d'ici quatre ans pour atteindre le seuil de 500 milliards de dollars.

Le climat des affaires s'est au final redressé dans les économies émergentes à l'été, atteignant son plus haut niveau depuis presque deux ans.

Les **Etats-Unis** semblent aujourd'hui concentrer le maximum d'opportunités parmi les pays avancés, et ce en dépit d'un 2<sup>ème</sup> trimestre décevant (+0,4% sur trois mois, après +0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre) au regard de la hausse continue du climat des affaires depuis janvier. L'accélération de la croissance américaine est prévue au second semestre 2016 et surtout en 2017. La vigueur de la consommation des ménages et l'augmentation des revenus salariaux à attendre d'un taux de chômage considéré à son niveau naturel (4,9%) fondent ces prévisions. Au **Japon** et au **Royaume-Uni**, des causes bien différentes prêtent aux deux pays une trajectoire moins optimiste pour les prochains mois.

### Vers une hausse contenue des cours du pétrole

En raison des nombreux facteurs influençant son évolution, il n'existe pas de vision commune et partagée sur l'état du marché pétrolier. Renforçant ce constat, le caractère très volatil des cours ces dernières semaines (baisse en juillet, remontée en août) incite à la prudence. Ils se sont brutalement ressaisis après l'accord (de principe) d'Alger entre les membres de l'OPEP du 28 septembre, passant de 45 à 50 dollars le baril en quelques jours. La remontée du baril de Brent est ainsi tangible depuis le point le plus bas depuis 12 ans atteint en janvier dernier (30,8 dollars).



Il est difficile d'affirmer la pérennité de cette hausse car l'OPEP doit encore confirmer sa volonté de réduire sa production le 30 novembre prochain, notamment via le partage de l'effort parmi ses membres. Même concrétisée, cette ambition destinée à provoquer une hausse des cours laisserait tout de même le marché mondial excédentaire, empêchant ceux-ci de s'échapper au-delà de 55 dollars le baril (hors impact géopolitique nouveau).



## 2/ Zone Euro

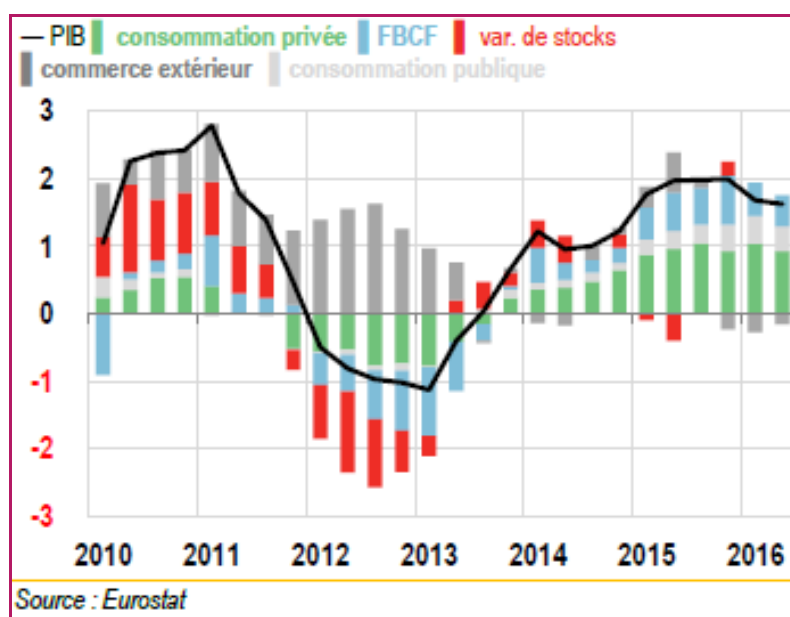
### Une reprise toujours aussi languissante

Sources : Eurostat, DEE BNP-Paribas, EEG Crédit Agricole, INSEE-IFO-ISTAT

Après la perte de vigueur de la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 (+0,3%, moitié moins qu'au 1<sup>er</sup> trimestre), le PIB de l'Euroland croîtrait au même rythme au 3<sup>ème</sup> trimestre avant d'accélérer très légèrement en fin d'année (+0,4% au dernier trimestre). En dépit d'une dégradation du climat des affaires au cours de l'été, la croissance parviendrait donc à résister au second semestre de manière assez homogène en France, en Italie et en Allemagne, pour un bilan annuel estimé à +1,7%. Les prévisions 2017 des principaux organismes internationaux et cabinets de conjoncturistes tablent au mieux sur un maintien de ce rythme, et pour la grande majorité sur le ralentissement de celui-ci.

L'économie de la zone Euro manque en effet toujours autant de ressorts internes, et la franche reprise de la demande extérieure, notamment en provenance des grands émergents, reste aujourd'hui hypothétique. Au-delà des effets à venir du Brexit, les perspectives peu engageantes sur 2017 se fondent sur la crainte d'une perte de pouvoir d'achat des ménages avec la remontée des prix et des taux d'intérêt. Or la consommation des ménages demeure le premier moteur de la croissance depuis début 2014.

#### Contributions à la croissance du PIB de la zone Euro (en points de%)



Signal favorable, l'investissement des entreprises, stable au 2<sup>ème</sup> trimestre, accélérerait au cours des prochains mois, avec un impact positif sur la production industrielle, notamment dans les biens d'équipement. La réduction des pressions déflationnistes pourrait en outre renforcer ce mouvement. L'évolution récente de la consommation, et symétriquement du taux d'épargne, montrent par ailleurs que les fondamentaux des ménages restent solides, reliés à un redressement de l'emploi qui gagne quelque peu en force.

La zone Euro pourrait alors parvenir à instaurer les conditions d'un rééquilibrage à la hausse de la croissance : entre consommation des ménages et investissement des entreprises d'une part, et entre industrie et services d'autre part.



### 3/ Le fait marquant - Industrie & Services

#### Développements parallèles et imbriqués

Sources : DGE, La Fabrique, INSEE, CNS, GPS, Presse nationale, Pôle Etudes&Prospective CCI Toulouse

En Haute-Garonne, les Services et l'Industrie représentent les deux principaux moteurs de croissance de l'économie locale. Les estimations de croissance pour 2016 placent les Services en premier contributeur générant +5,2% de chiffres d'affaires, +2,8% d'embauches, l'Industrie en deuxième position apportant +2,6% de CA et +1,4% en termes d'embauches. A l'occasion de la tenue du Siane et de Serviciz, le poids et la dynamique de ces deux secteurs économiques nous amènent à retracer les grandes évolutions et mutations à l'œuvre au sein de notre tissu économique local.

1T2016 - RCS	Etablissements	%etb	évol.5 ans	Effectifs	%eff	évol.5 ans
<b>Industrie</b>	4 509	8,5%	-0,8%	77 078	21,7%	3,0%
<b>Construction</b>	6 369	12,0%	9,0%	31 431	8,8%	-2,7%
<b>Commerce</b>	13 033	24,6%	5,0%	61 180	17,2%	12,0%
<b>Services</b>	29 141	54,9%	16,7%	185 943	52,3%	12,2%
<b>Tous secteurs Haute-Garonne</b>	<b>53 052</b>	<b>100%</b>	<b>10,0%</b>	<b>355 632</b>	<b>100%</b>	<b>9,0%</b>

#### Les éléments de politique industrielle française

La France doit revitaliser un tissu industriel affaibli par des années de sous-investissement et renouveler ses avantages comparatifs. Elle doit à la fois moderniser et repositionner son industrie par une montée en gamme et une transformation de nos modèles économiques. La révolution digitale et les nouvelles technologies de production représentent l'élément central de cette démarche de renouveau et de reconquête. Il existe aujourd'hui une opportunité pour les pays développés de réaffirmer leur compétitivité par l'innovation et par l'accès à des marchés d'avenir sur des segments à forte valeur ajoutée.

La stratégie industrielle française soutient cette politique de l'offre par différents dispositifs sur le front des efforts de recherche et d'investissements productifs. La transformation de l'appareil productif est en effet indissociable de l'effort de recherche par un appui à la R&D et une intensification des interactions entre recherche académique et monde de l'entreprise. Plusieurs dispositifs ont été mis en place en ce sens : le CICE, le Pacte de responsabilité, le Crédit Impôt Recherche et le suramortissement.

L'ambition d'une Nouvelle France Industrielle trouve sa matrice au sein du programme de l'Industrie du Futur et du programme de soutien et d'accompagnement mis en œuvre par l'Alliance Industrie du futur non seulement vers les grandes entreprises mais également pour une diffusion aux ETI et PME.

Les défis de l'industrie consistent aujourd'hui à tirer profit des technologies numériques (robotique, médecine prédictive, neuroscience...) pour repenser un nouveau modèle industriel, de nouveaux process renforcés par des gains de productivité substantiels, et être capable de répondre aux nouvelles exigences en termes d'usage (lien entre le produit et le service apporté), de qualité, de réactivité, de personnalisation des produits, tout en tenant compte des impacts environnementaux et sociaux.

Au-delà des évolutions technologiques et économiques soutenues par le programme d'Industrie du futur, la dynamique touche au sociétal. Le renouvellement de la réflexion sur la place de l'industrie dans nos sociétés guide la nouvelle voie de réindustrialisation, intégrant les questions de conditions de travail (réduire la pénibilité des agents) et les ambitions en matière d'environnement (amélioration de l'efficacité énergétique).

#### Les facteurs de développement des services

Longtemps considérés comme une addition de prestations simples, les services sont aujourd'hui un dénominateur de compétitivité et de rentabilité des autres activités. Dans une économie d'usage qui s'impose et ne cesse de croître dans les modes de consommation individuels et collectifs, les services sont le corollaire indissociable des produits proposés, le démultiplicateur de leur valeur ajoutée.



L'économie des services a montré une forte résilience aux crises économiques, elle représente aujourd'hui une des clés de redressement et de potentiel de rayonnement international. La France doit créer les conditions d'émergence de champions sur les marchés en croissance pour prendre sa place au cœur de l'ère d'une économie servicielle. L'avenir des services passe notamment par l'innovation.

L'innovation dans les services constitue un facteur d'amélioration de compétitivité de l'économie française, levier de création de marchés et de différenciation des entreprises. L'innovation servicielle peut intervenir à n'importe quel moment de la chaîne de valeur entre le fournisseur et le consommateur et permettre au final de rendre un service innovant. Le potentiel des services prend toute son ampleur lorsque l'on considère le digital comme accélérateur de croissance, enrichissant les services et créant de nouvelles applications, moteur durable du processus de création d'emplois.

Parmi les futurs marchés BtoB se distinguent plus particulièrement les services liés à l'environnement (transition énergétique et maîtrise de l'énergie, optimisation des performances énergétiques), à la ville intelligente, à l'écoconstruction, aux évolutions dans le domaine des transports.

### **Contexte d'atténuation des frontières de l'Industrie et des Services**

La dissipation de la frontière entre Industrie et Services s'exerce à double sens et tend à accroître la part des services dans les modèles de croissance.

Il existe à la fois de plus en plus de services aux entreprises industrielles, comme des fonctions externalisées tels des supports logistiques, informatiques, comptables, RH, étroitement liés à l'activité industrielle mais recensés en tant que services aux entreprises. Ce phénomène est lié au recentrage des entreprises sur leur cœur de métier et de compétences. Une palette diversifiée d'activités de services s'insère alors dans les chaînes de valeur de l'industrie et du négoce industriel. La conversion dans le cadre de l'industrie du futur (automatisation, informatisation ...) poussera également les entreprises à se tourner vers l'achat d'autres prestations de support en externe. Le lien avec l'industrie du futur dépasse les prestations liées à la modernisation de l'outil de production car il s'agit globalement de la transformation des modèles d'affaires, des organisations et des modes de conception et de commercialisation, dans un monde où les outils numériques font tomber la cloison entre industrie et services.

Autre phénomène de dilution de cette séparation industrie/services, une offre hybride se développe rendant les contours de l'industrie plus flous. Une part croissante de l'activité de l'industrie consiste à offrir de plus en plus de services en complément des produits fabriqués. Certains industriels vendent un service incorporant leurs produits ; l'utilisateur achète alors une fonctionnalité, un service indissociable d'un produit manufacturé. La situation la plus courante reste l'adjonction d'une offre de service à un produit (installation, maintenance) permettant de différencier son offre en proposant une prestation complète. Certains industriels définiront à termes moins leur activité par une technique que par la motivation d'achat de leurs clients ; à l'extrême, la vente pourrait concerner un service pour lequel l'équipement serait fourni. Par le passage du produit à son usage, le consommateur final achète des biens indissociables de services commercialisés par des entreprises industrielles.

De plus en plus d'entreprises manufacturières fournissent des services pour le compte d'autrui, permettant d'améliorer les profits, de se développer (CA et emploi) sous un effet parfois accélérateur de demande. Le couplage produit et usage est essentiel, tout produit est un service en devenir. Les services revendiquent leur rôle dans la création de valeur ajoutée pour tous les secteurs économiques, les entreprises peuvent en effet accroître leurs performances par les services associés en permettant la montée en gamme de tous les secteurs. Au-delà du développement de leur activité propre, les acteurs des services contribuent au développement des autres secteurs, industriels notamment. Ils représentent en effet une composante structurante pour le développement des autres secteurs.



## 4/ Le contexte national

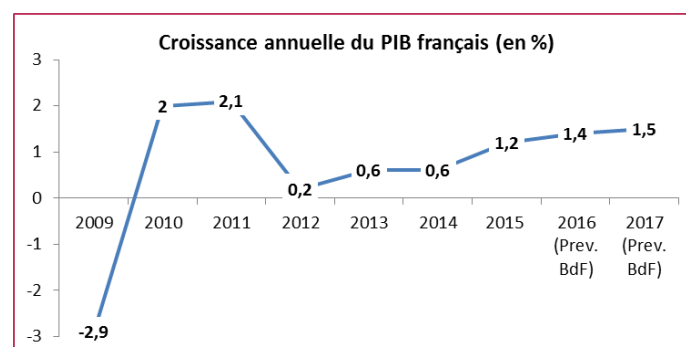
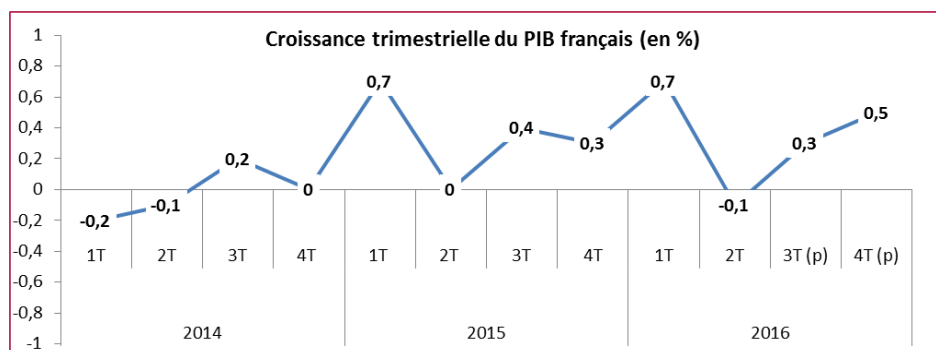
Stabilisation des prévisions de croissance modérée

Sources : INSEE, Banque de France

PIB, inflation et finances publiques																		
(variations du PIB et de ses composantes en %, contributions en points de PIB, cvs-cjo ; variations de l'IPCH en moyenne annuelle en %)																		
	2015	2016	2015 (vt)		2016 (vt)		Prévisions 2016						Prévisions 2017					Prévisions 2018
	Moyenne annuelle	Acquis	T3	T4	T1	T2	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	BdF (e)	Insee (f)	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	BdF (e)	BdF (e)
<b>Produit intérieur brut</b>	1,2	1,1	0,4	0,4	0,7	-0,1	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,5	1,3	1,7	1,3	1,5	1,6
Consommation privée	1,5	1,3	0,5	0,0	1,1	-0,1	1,8	1,6	1,5		1,9	1,5	1,6	1,4	1,4		1,6	1,7
Consommation publique	1,4	1,3	0,3	0,4	0,4	0,4		1,4	1,1		1,4	1,5		1,0	0,7		0,8	0,8
Formation brute de capital fixe	0,9	2,3	0,7	1,2	1,3	-0,2		2,4	1,5		2,0	2,4		1,7	4,0		2,4	2,4
Exportations	6,0	0,5	-0,2	0,6	-0,4	0,2	0,9	1,2	4,1		2,9	0,7	3,5	3,6	4,8		4,6	4,5
Importations	6,4	1,5	1,7	2,2	0,2	-1,8	2,1	2,3	4,8		4,9	2,1	4,0	3,4	4,7		4,5	4,5
<b>Contributions</b>																		
Demande intérieure (hors stocks)	1,3	1,5	0,5	0,4	0,9	0,0		1,7	1,4		1,9	1,7		1,4	1,8		1,6	1,7
Variation de stocks	0,2	-0,1	0,5	0,5	-0,1	-0,7		0,0	0,2		0,4	0,0		0,0	-0,1		-0,1	0,0
Commerce extérieur	-0,3	-0,3	-0,6	-0,5	-0,2	0,6		-0,4	-0,3		-0,8	-0,4		0,0	0,0		0,0	0,0
<b>IPCH</b>	<b>0,1</b>						<b>0,1*</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>		<b>0,2</b>	<b>0,2*</b>	<b>0,8*</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>		<b>1,1</b>	<b>1,4</b>
Solde des administrations publiques	-3,5						-3,3	-3,3	-3,4		-3,3		-2,7	-3,0	-3,2		-3,0	
Dette publique	96,2						96,1	97,1	96,4		96,5		96,0	97,8	97,0		96,9	

\* Prévisions IPC.  
(a) Projet de loi de finances 2017 – 28/09/16 ;  
(b) Prévisions WEO octobre 2016 ; (c) Prévisions de printemps – 3 mai 2016 ;  
(d) Prévisions intermédiaires – septembre 2016 ; (e) Projections macroéconomiques pour la France établies par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème – juin 2016 ; (f) Point de conjuncture Insee – 6 octobre 2016.  
Source : Insee, données trimestrielles (cvs-cjo). Dernières données au 6 octobre 2016.

Après un premier trimestre dynamique (+0,7%) et un coup d'arrêt au deuxième (-0,1%), les prévisions replacent l'économie française sur une trajectoire de croissance modérée. Les deux prochains trimestres devraient ainsi respectivement accélérer en termes de production de richesse, +0,3% puis +0,5%. Toutes les composantes de la croissance seraient positivement activées mais sans prédominance d'aucune. Ainsi, à moyen terme, la consommation des ménages (+0,2%) et l'investissement (+0,4%) reprendraient après un trimestre de recul. Les exportations seraient dynamisées passant de +0,2% à +0,5% au 3<sup>ème</sup> trimestre. Les prévisions de la Banque de France tablent sur une croissance de +1,4% en 2016 puis +1,5% en 2017.



## 5/ La conjoncture en Occitanie

Sources : Banque de France, URSSAF, Pôle Emploi

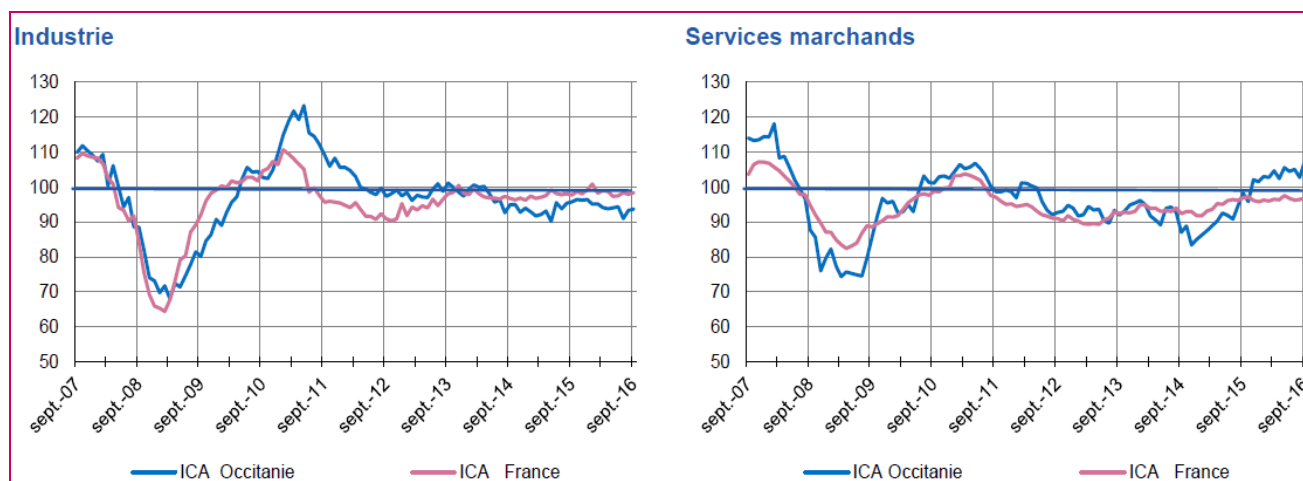
### Enquête Banque de France : septembre 2016

L'amorce de l'amélioration du climat de confiance mesurée en août dans l'**Industrie** auprès des PME et grandes entreprises de la nouvelle région se poursuit au mois de septembre. L'indicateur reste toutefois toujours en deçà de la moyenne nationale.

En termes d'activité, après un mois d'août particulièrement dynamique, les prévisions à la hausse ne se sont pas réalisées. Un léger fléchissement est même observé au mois de septembre sous l'influence notamment d'un repli des activités agroalimentaires et d'une production d'équipements électriques, électroniques et informatiques marquant légèrement le pas. De son côté, l'activité de matériels de transport progresse, soutenue par la construction aéronautique et spatiale.

L'indicateur du climat des affaires dans **les Services marchands** continue de se renforcer à un niveau élevé surpassant de 11 points la moyenne nationale.

Conformément aux prévisions, l'activité a significativement repris en septembre, dopée par le secteur informatique et dans une moindre mesure l'ingénierie.



L'enquête trimestrielle conduite auprès des entreprises du **BTP** et du **Commerce de gros** met en évidence une progression d'activité dans les deux domaines au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016.

➔ Le gros œuvre reprend tout comme le second œuvre dont la progression dans le sillage du gros œuvre est plus soutenue.

➔ Les travaux publics retrouvent plus d'activité, bénéficiant à l'emploi.

L'ensemble du secteur BTP se montre optimiste pour le dernier trimestre, tablant sur une nouvelle progression d'activité. Des disparités territoriales apparaissent cependant nettement au profit des 2 métropoles régionales.

➔ Le Commerce de gros est globalement bien orienté malgré des trajectoires différentes entre les produits agroalimentaires en progression et les produits industriels en léger repli.

### La situation du marché du travail : 1<sup>er</sup> trimestre 2016

6<sup>ème</sup> trimestre de hausse consécutif pour l'**emploi salarié** en Occitanie. Le 1<sup>er</sup> trimestre 2016 connaît une accélération, +0,6% sur un trimestre portant la hausse à +1,8% sur un an. Le dynamisme régional de l'emploi est plus marqué qu'au niveau national (+0,3% en trimestriel, +1,0% sur 1 an).

L'emploi du secteur tertiaire marchand hors intérim tire la tendance sur un trimestre (+0,9%). L'emploi industriel progresse également (+0,3%) tandis que les destructions d'emploi se poursuivent dans la construction (-0,3%). Contrairement à la période passée, l'intérim s'infléchit au 1<sup>er</sup> trimestre (-1,9%).

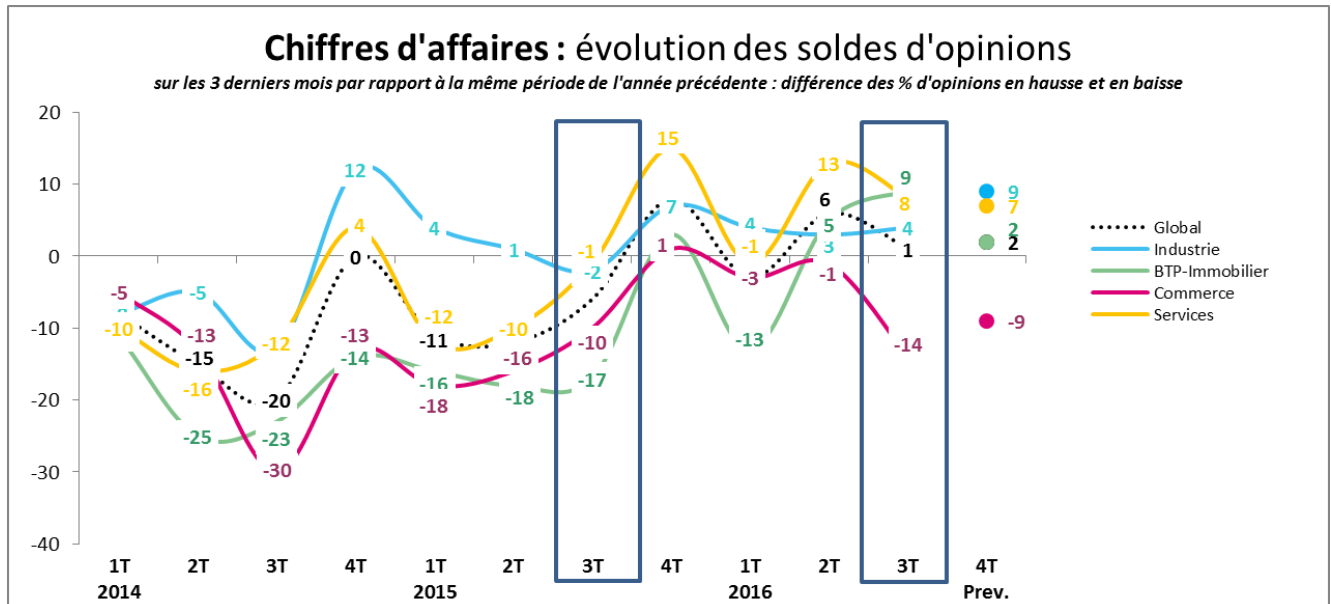
A l'échelle de la région, l'amélioration de l'emploi salarié dépasse les seuls territoires de la Haute-Garonne et de l'Hérault pour bénéficier à davantage de départements.



## 5/ En Haute-Garonne

Source : Base de Données des Entreprises et Pôle E&P CCI Toulouse

### Baromètre trimestriel de conjoncture : bilan 3<sup>ème</sup> et perspectives 4<sup>ème</sup> trimestre 2016



#### • Marché et Emploi

› Tous secteurs confondus et conformément aux prévisions, l'**indicateur d'activité** progresse au **3<sup>ème</sup> trimestre 2016** par rapport à 2015, se positionnant en territoire positif (solde d'opinions à +1 vs -6). Le courant d'affaires progresse dans tous les secteurs (industrie, services, BTP-immobilier) à l'exception du commerce lourdement pénalisé par l'insuffisance d'activité de détail et le ralentissement des grandes surfaces. La reprise d'activité globale bénéficie aux entreprises de toutes tailles. Les structures de plus de 10 salariés développent leurs marchés, les TPE progressent également mais à un moindre niveau.

› Les **anticipations de marché** pour le **4<sup>ème</sup> trimestre 2016** répliquent les performances du 3<sup>ème</sup>, pointant à nouveau les mauvaises perspectives du commerce, totalement noircies par le pessimisme de l'activité de détail de l'équipement (de la personne et du foyer) et l'expectative de la grande distribution.

› **L'emploi** progresse, pour le 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif, notamment dans les services, et c'est un 2<sup>ème</sup> trimestre de hausse pour le BTP-immobilier en notable amélioration. L'industrie maintient ses effectifs tandis que le commerce connaît des réductions dans certaines branches. Les embauches sont plus particulièrement dynamiques au sein des entreprises de 20 à 49 salariés. Une forte progression se profile pour le 4<sup>ème</sup> trimestre, portée par tous les secteurs.

#### • Indicateurs financiers

› Après une forte baisse en début d'année, l'indicateur de **suivi des marges** poursuit son rétablissement pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif. Même si les entreprises de moins de 10 salariés connaissent une amélioration, leur situation demeure toutefois très affaiblie, ne parvenant pas à restaurer pour la plupart un niveau de marge acceptable.

› Les difficultés de **trésorerie** s'atténuent légèrement, notamment en raison de situations plus favorables dans l'industrie. Par ailleurs peu de changement, des tensions toujours prégnantes dans les autres secteurs et encore plus marquées pour les entreprises de moins de 20 salariés.

#### • Climat de confiance

› Le **climat de confiance** conserve un niveau très positif (solde d'opinions à +41, soit +11 points sur un an et -1 pt sur 3 mois), poussé par l'industrie, sécurisé par le commerce, modéré par les services et le BTP-immobilier, tiré par les entreprises de plus de 10 salariés, mais toujours minoré par le moral des dirigeants des plus petites structures.





### La situation du marché du travail : 1<sup>er</sup> trimestre 2016

La Haute-Garonne s'inscrit sur un rythme soutenu de création d'emploi : sur un an, le département connaît un fort dynamisme et une progression de l'emploi marchand de +2,3% (vs +1,8% en Occitanie).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, à l'échelle de 3 mois, tous les secteurs embauchent : +0,1% dans l'industrie, +0,6% dans les services marchands hors intérim, +2,7% dans l'intérim et même +0,5% dans la construction.

Sur un an, la progression est générale à l'exception de la construction qui détruit toujours des emplois mais qui se révèle être sur une meilleure voie au dernier trimestre.

### Créations d'entreprise

La création d'entreprise progresse nettement, à fin septembre, 3 961 établissements ont été créés, en progression de près de 10% par rapport à 2015.

	1er semestre			3eme trimestre			à fin septembre		
	2015	2016	en %	2015	2016	en %	2015	2016	en %
<b>Etablissements</b>									
<b>Créations pures</b>	2 504	2 803	<b>11,9%</b>	1 099	1 158	<b>5,4%</b>	3 603	3 961	<b>9,9%</b>

### Procédures judiciaires : jugements d'ouverture (CCI de Toulouse – Base de données des entreprises)

A fin septembre 2016, le nombre de jugements d'ouverture de procédures judiciaires s'inscrit en baisse de 6%, les effectifs potentiellement impactés diminuent également significativement (-20,5%).

<b>Jugements d'ouverture</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Evolution 2016/2015</b>
1er trimestre	334	307	-8,1%
2ème trimestre	239	281	17,6%
3ème trimestre	250	186	-25,6%
<b>Nombre à fin septembre</b>	<b>823</b>	<b>774</b>	<b>-6,0%</b>
<b>Effectifs impactés à fin septembre</b>	<b>3 025</b>	<b>2 405</b>	<b>-20,5%</b>

*Statistiques incluant : redressement judiciaire / liquidation judiciaire / liquidation judiciaire simplifiée  
Ne sont pas prises en compte la sauvegarde, la résolution de plan, la décision de rejet, radiation, désistement - Chiffres non définitifs*

## Mémo Chiffres Clés

Sources : OBSéco - Fichier des CCI, INSEE, DNSCE

Au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Midi-Pyrénées	Evolution sur un an	Haute-Garonne	Evolution sur un an
<b>Etablissements RCS</b>	118 791	<b>+ 1.3%</b>	53 176	<b>+ 1.7%</b>
<b>Effectifs salariés RCS</b>	605 771	<b>+ 1.4%</b>	357 474	<b>+ 1.8%</b>
<b>Taux de chômage</b>	9.9%	<b>- 0.3 pt</b>	10.0%	<b>- 0.6 pt</b>
<b>Exportations en millions d'€</b>	12 367	<b>- 9.0%</b>	11 314	<b>- 9.8%</b>
<b>Importations en millions d'€</b>	9 083	<b>- 7.9%</b>	8 037	<b>- 9.4%</b>

